

APPEL A LA CONCURRENCE N° 02/2025/CHUTTA

**Renouveaulement de l'abonnement d'un an des plugins liés à la sécurité
et au nom de domaine du site web officiel
www.chutangermohammed6.ma**

Passé en application de l'annexe n° 1 du décret n°2-22-431 relatif au marchés publics



Préambule

- Vu La loi n°70-13 relative aux Centres Hospitaliers.
- Vu la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) notamment ses articles 7 et 19 ;
- Vu le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats ;
- Vu l'arrêté n° 2-2469 DE/SPC du 25 mai 2005 portant organisation financière et comptable des centres Hospitaliers ;
- Vu le décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics;
- Vu le PV de la commission d'appel à la concurrence ;
- Attendu que le Centre Hospitalier représenté par son Directeur, Pr. Aggouri mohamed, et désigné dans ce qui suit par «**Le Centre**» ;

D'une part,

et

La Société :.....,

Représentée par Mr :....., en sa qualité de :.....,

Titulaire du compte bancaire n° Ouvert à la Banque,

Affiliée à la CNSS sous le n°.....,

Identification fiscale n°.....,

Patente n°,

Désignée dans ce qui suit par «**L'Opérateur**» ;

D'autre part,

Il a été décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet Le **Renouveau de l'abonnement d'un an des plugins liés à la sécurité et au nom de domaine du site web officiel www.chutangermohammed6.ma**

Le prestataire s'engage à assurer les prestations désignées aux bordereaux des prix détail estimatif conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.

Article 2- Pièces constitutives de la Convention :

Les pièces constitutives de la Convention sont énumérées ci-après :

- a. la présente convention ;
- b. le bordereau des Prix Détail-Estimatif ;
- c. l'acte d'engagement ;

Article 3 - Validité de la convention :

La présente convention ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'État lorsque ledit visa est requis.

Article 4- Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une période d'une année à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation.

Sa durée court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

Article 5 – Modification de la convention :

Il est convenu que les stipulations de la présente convention prennent effet à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation

Ses stipulations ne pourront être modifiées ou reconduites que par un avenant formalisé par écrit, signé par les deux parties et visé, le cas échéant, par le Contrôleur d'État du Centre.

Article 6- Contenu et caractère des prix :

Les prix sont fermes et non révisables, Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Article 7- Modalités de paiement :

Le paiement des sommes dues à la Société au titre de la présente Convention sera effectué sur présentation d'une facture.

Le délai maximal de paiement est de 60 jours après la date de réception de la facture dûment acceptée conforme par l'Administration.

Après vérification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives, le Centre procède au paiement des sommes dues au titulaire. Le montant à payer est calculé par application des prix en vigueur aux prestations effectivement réceptionnées, en tenant



compte le cas échéant de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

Le paiement se fait par ordre de virement après visa du trésorier payeur du Centre

Article 8- Pénalités de retard :

Lorsque le prestataire est dans l'incapacité d'assurer les services objet de cette convention, conformément aux normes en vigueur dans le secteur, ou à défaut d'avoir respecté les termes de son offre technique, une pénalité journalière est appliquée à son encontre. Cette pénalité est égale à une fraction de millième (1/1000) du montant de la convention.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Directeur du Centre qui déduit d'office le montant de ces pénalités de toutes les sommes dont il est redevable à l'opérateur.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant de la convention tel que modifié par d'éventuels avenants.

Lorsque le plafond des pénalités susvisé est atteint, le Directeur du Centre est en droit de résilier la présente convention après mise en demeure préalable.

Article 9 - Résiliation de la convention :

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 2 (mois) mois à compter de l'envoi de la lettre, le cachet de la Poste faisant foi.

Article 10 - Confidentialité :

Chaque partie est tenue au respect de la confidentialité tant par elle-même que par son personnel, toute information dont elle aurait connaissance ou qu'elle obtiendrait dans le cadre de la prestation.

Cette obligation demeure valable après l'expiration de la présente convention pour une durée indéterminée.

Article 11- Litiges :

La présente convention est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ; Les parties conviennent de régler à l'amiable tout différend pouvant être soulevé à l'occasion de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent en matière administrative de la ville de Tanger.

Article 12- Date d'effet de la convention :


La date d'effet de la présente convention commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de son exécution.

ARTICLE 20 - DROIT D'ENREGISTREMENT

le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Convention n° :...../..... relative au **Renouveau de l'abonnement d'un an des plugins liés à la sécurité et au nom de domaine du site web officiel www.chutangermohammed6.ma**

Passé en application de l'annexe n° 1 du décret n°2-22-431 relatif au marchés publics

Le Maître d'ouvrage  Pr. Mohamed Aggouri Directeur Centre Hospitalier Universitaire Mohammed VI - Tanger Le 27/01/2025	Signature et cachet de la Société (Avec la mention "lu et accepté") Le
---	---